

## ELLES ONT TRAITÉ DES QUESTIONS DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ NATIONALES

# Les auditions secrètes de Bouteflika

**Abdelaziz Bouteflika a interrompu, momentanément, les séances d'audition des membres du gouvernement pour présider deux réunions ultra secrètes, samedi et dimanche derniers, consacrées aux secteurs très sensibles de la sécurité nationale et de la défense.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'est ce que nous apprend une source très bien informée. «Ces deux réunions ne ressemblent en rien aux auditions traditionnelles des responsables civils. Elles ne sont pas publiques bien sûr et aucun communiqué ne les sanctionnera. Et même la participation à ces conclaves est très restreinte», nous révèle notre source.

Ainsi, pour la première réunion, tenue samedi dernier et consacrée à la sécurité nationale, seuls le Premier ministre Ahmed Ouyahia, le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Belkhadem, et Daho Ould Kablia y ont pris part parmi les «civils».

Même parmi les proches collaborateurs de Bouteflika qui prennent régulièrement part aux auditions classiques comme Mohamed Boughazi et Moulay Kendil, seul le conseiller aux affaires de défense et à la sécurité nationale, le général major Mohamed Touati, y a assisté.



Photo : New Press

Cette réunion a regroupé essentiellement les principaux hauts responsables de la sécurité du pays, comme le général de corps d'armée Mohamed Médiène dit Toufik, les responsables de la sécurité extérieure,

le général major Attafi et le général Ahmed, le général major commandant de la Gendarmerie nationale et le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, ainsi que le ministre délégué à

la Défense nationale le général major Abdelmalek Guenaïzia et le chef d'état-major, le général de corps d'armée Gaïd Salah.

Comme de bien entendu et de par la nature même de ce conclave, il est difficile d'obtenir

le détail de l'ordre du jour. Notre source nous concède juste quelques grandes lignes.

«Il a été question du terrorisme évidemment mais aussi de tout ce qui a trait à la sécurité nationale en général.»

L'on ne peut ne pas penser notamment aux derniers développements survenus du côté de nos frontières Est et Sud du fait de la dégradation de la situation sécuritaire en Tunisie et surtout en Libye.

A plusieurs reprises, les autorités algériennes ont mis en garde la communauté internationale quant aux risques que fait courir une situation de non Etat en Libye sur la sécurité dans l'ensemble des pays du Sahel où Al Qaïda, qui a infesté la région depuis des années déjà, trouve là une occasion inespérée pour asseoir ses réseaux et renforcer son arsenal militaire avec «ce marché d'armes à ciel ouvert» qu'est devenu le pays de Kadhafi.

Il s'agit aussi, pour l'Algérie, de faire face au péril que constitue la jonction avérée notamment dans l'extrême sud entre les réseaux terroristes et ceux de la contrebande. Ceci pour la réunion du samedi.

Quant à celle tenue dimanche et consacrée aux questions de défense nationale, rien n'a pu filtrer. D'ailleurs, en dehors de Abdelaziz Bouteflika, aucun responsable «civil» n'y a pris part.

K. A.

## DÉCLARATION DE JIL JADID

# À qui la faute ?

L'Algérie est en passe de perdre plusieurs dizaines de milliards de dollars en valeur. La crise financière américaine qui va très vite se transformer en crise boursière puis en dévaluation drastique du dollar aura des répercussions mondiales rapides et intenses. Comme nous l'avons écrit dès l'année 2009<sup>(1)</sup>, cet effondrement très prochain de la valeur du dollar était attendu depuis plusieurs mois (en fait depuis au moins 2008).

Or, l'Algérie possède des réserves financières (excédent dû à la transformation de notre patrimoine naturel d'hydrocarbures en papier vert d'imprimerie), qui dépasseraient les 170 milliards usd. Il semblerait que rares sont les personnes qui auraient une idée précise de la gestion de ces fonds. Une bonne partie serait confiée à la bonne garde des Etats-Unis sous forme de T-Bonds.

A part notre gouvernement, toute personne censée au fait des affaires du monde, savait depuis longtemps qu'il s'agit là du plus mauvais placement.



Photo : Samir Sid.

Ayant personnellement écrit à ce sujet en attirant l'attention de l'opinion publique sur l'inévitabilité de la dévaluation du dollar (dernier recours pour les Etats-Unis pour éponger une partie de leurs faramineuses dettes, et ce, au détriment de pays tiers) et sur la nécessité pour l'Algérie de préserver ses avoirs en les transformant essentiellement en

or<sup>(2 et 3)</sup> je ne peux qu'affirmer aujourd'hui, encore une fois, que nos dirigeants ont fait preuve soit d'un aveuglement coupable et d'une incompétence crasse, soit d'un choix délibéré en échange d'un soutien politique de la grande puissance. Il ne faut pas oublier qu'en novembre 2008 (donc après le krach boursier de septembre

2008), le président de la République avait décidé de mettre à exécution le changement constitutionnel pour lever la limitation des mandatures ! Faudrait-il voir ici une négociation de haut vol, pour un silence complice contre le patrimoine du pays et une compensation à l'annulation de la loi sur les hydrocarbures ?

Quoi qu'il en soit, nous sommes à la veille d'un dérapage de la valeur du dollar qui peut atteindre 30 à 50% d'ici quelques mois, une récession mondiale qui se traduira par la baisse rapide du prix du baril de pétrole et un renchérissement inflationniste en partie importé (la valeur de nos importations pour l'essentiel en euro va croître très fortement) et en partie interne à cause d'une politique gouvernementale irresponsable et incapable de prévoyance.

A ce rythme, l'Algérie verra s'évaporer toutes ses réserves en quelques mois. Et bien sûr, nos gouvernants viendront, encore une fois, nous dire que l'Algérie n'est pas concernée

par la crise, comme elle n'est pas concernée par le printemps arabe, et qu'en tous les cas, ce n'est pas de leur faute s'il y a une crise mondiale qui laminera le pays !

Les épreuves que l'Algérie va devoir affronter pour très bientôt nécessitent un renouvellement profond et rapide des hommes qui sont aux commandes. Plus que jamais, l'Algérie a besoin d'hommes jeunes, actifs et capables de comprendre ce qui se passe vraiment dans le monde. Dans le cas contraire, le peuple ne tardera pas à scander en chœur et dans les rues de toutes les villes à l'attention du pouvoir : «Irhal !», dégage !

**Le coordinateur,  
Soufiane Djilali**

(1) 1<sup>er</sup> Novembre : *Quel monde attend les héritiers du flambeau national ?* In *Le Soir d'Algérie* du 27.10.2009.

(2) Voir plusieurs textes sur jiljadid.com

(3) *L'Algérie en question*, édité à compte d'auteur, juin 2011.